

Public-Privé, ensemble, le 20 novembre !

vendredi 16 novembre 2007, par [LCR \(France\)](#) (Date de rédaction antérieure : 16 octobre 2007).

Tract LCR

Depuis le début de la grève reconductible, c'est un déchaînement de propagande. Pas un journal télévisé, pas un discours qui ne pleurniche sur le sort des usagers. On aimerait autant d'attentions, tous les jours, face à la dégradation des transports collectifs et à la durée excessive des temps de transport. Oui, une grève gêne, arrête les trains, les RER ou les métros, coupe l'électricité, arrête la production ou les services... Car, rien ne marche tout seul, sans hommes et femmes pour les faire tourner, pour assurer la sécurité. Si les grèves bloquent le fonctionnement de la société, c'est que celles et ceux qui font grève sont, précisément, celles et ceux qui la font fonctionner... La droite et le patronat, qui crient au scandale, veulent, en fait, des « salariés-machines », sans moyen de se défendre, sans droit de grève, juste bons à travailler et à se taire !

Le scandale, ce sont les inégalités croissantes

Les hausses du logement, de la santé et de l'alimentation frappent d'abord les petits revenus des salariés, des retraités et des chômeurs et accroissent encore les inégalités. Les pauvres sont plus pauvres, les riches plus riches. La suppression des régimes spéciaux de retraite prépare l'allongement de la durée de cotisation et la baisse des retraites pour tous. La suppression d'un fonctionnaire sur deux concerne tous les usagers des services publics. Les franchises médicales taxent les malades. L'autonomie des universités prépare encore plus de privatisation et d'inégalités dans l'accès à l'enseignement supérieur. Les lois et les rafles contre les étrangers attisent le racisme et les divisions. Des négociations mijotent, en secret, la mort du contrat de travail stable et du peu de protections qui restent contre le licenciement.

Les projets du gouvernement et du Medef ne sont pas négociables

Il faut le retrait de la loi sur les régimes spéciaux et l'abrogation de la loi d'autonomie des universités. Il faut imposer nos propres priorités. Pour les salaires, les retraites et les minima sociaux, le minimum c'est 1500 euros net et une augmentation de 300 euros tout de suite. Pour les retraites, la justice et l'égalité, c'est une retraite pleine et entière à 75% du meilleur salaire avec 37,5 annuités, et, dans tous les cas, à 60 ans et 55 ans maximum pour tous les métiers pénibles. Le droit à la santé exige le remboursement intégral des médicaments et des soins. Pour défendre et étendre les services publics, il faut créer un million d'emplois et revenir sur l'ensemble des privatisations.

Sarkozy veut diviser pour régner

Il s'en prend d'abord aux régimes spéciaux, cherche à dresser les autres salariés contre eux afin de leur infliger une défaite pour pouvoir continuer les attaques contre tous. C'est ce plan que nous devons faire échouer ! Maintenant le gouvernement annonce la fin de la grève, sous prétexte que des négociations s'ouvrent. C'est tout le contraire, toute discussion doit être mise sous la surveillance des grévistes, eux, et eux seuls, peuvent dire ce qui est acceptable et décider eux-mêmes de leur mouvement, de leurs actions dans des assemblées générales souveraines. Depuis le 14, la grève est massivement reconduite à la SNCF et la RATP, les agents Edf restent très mobilisés.

De nombreuses entreprises grandes ou petites sont en lutte pour les salaires... La mobilisation s'étend dans les universités, malgré la répression policière. Les fédérations de fonctionnaires organisent une journée de grève le 20. Des unions départementales appellent à la mobilisation public - privé. Des liens se tissent dans les villes avec les grévistes cheminots ou étudiants. **Le gouvernement et le patronat redoutent la jonction. Il faut l'organiser, par une vraie grève, interprofessionnelle, le 20 novembre !**

Le 16/11/07